

# LA FLAT TAX MAINTENANT AUX USA ET AU ROYAUME-UNIS!

Le 14 Novembre 2004

Par Andrew Sullivan

Texte traduit par Claude Lamirand et version original anglaise disponible au lieu suivant:

**ENGLISH READERS CLIC BELOW FOR THE ANDREW SULLIVAN TEXT**

**FLAT TAX NOW! IN USA AND UK.**

L'élection était supposée avoir lieu sur la guerre. Puis sur les "valeurs morales". Les débats sur George W. Bush sont clos mais une volonté bien décidée a gagné sans aucun doute et consommé les délinquants et brigands de la politique. Mais l'après élection est passé aussi sur quelque chose qui n'a pas fait de bruit durant la campagne. Certes, le Président en a parlé en termes clairs. Mais ça na jamais été au centre des débats et en réalité largement des discours présidentiels, un peu débattu dans la presse écrite ou sur l'internet. Quelle est la grande idée qui manque ? La réforme fiscale ! Ou plutôt, la grande ambition pour transformer le système fiscal américain en paradis de l'impôt unique et bas, la flat tax. De toutes les idées qui ont été débattu à Washington, elle reste la plus sympa parmi les objectifs du deuxième mandat présidentiel. Et s'ils font attention pour gagner la prochaine élection britannique, les Tories observent attentivement. Et même mieux, ils suivent.

L'idée est dans l'air depuis un moment. En 1996, Steve Forbes a proposé d'éliminer presque toutes les réductions d'impôts en ne gardant qu'un seul impôt, la flat tax ou la taxe de tout le monde. C'était assez génial pour qu'il soit catapulté, temporairement, au premier rang des Républicains durant cette année sans inspiration. George W. Bush n'a jamais été emballé par cette idée durant son premier mandat. Avec la réforme de l'éducation, une nouvelle vague de mesures anti-drogues, et l'unitaire guerre contre la terreur, il en avait assez dans son plat. Mais avant l'élection, il a averti ses plus proches soutiens qu'il allait faire quelque chose de décisif après sa réélection. Selon le journaliste Ron Suskind, Bush a dit à ses plus gros bailleurs de fond réunit à la Maison Blanche en Septembre : " Je vais tenir mes promesses en faisant une réforme fiscale fondamentale en privatisant la Sécurité Sociale. " Dans sa première conférence de presse après l'élection, il a déclaré la même chose, avec la même emphase sur la réforme fiscale fondamentale.

Politiquement, les raisons de Bush sont évidentes. La coalition républicains, désormais victorieuse le 2 Novembre, n'est pas sans tensions. L'issue des combats a sortie les libéraux des sociaux conservateurs. La guerre a séparé les néo-conservateurs des réalistes. La critique des dépenses a froissé le conservatisme fiscal. La réforme de l'immigration produit déjà des ruptures avec la base nationaliste de Bush. Et les impôts ? C'est qui tient les Républicains ensemble, comme c'est ce qui tient les Tories ensemble. Bush a déjà fait des réductions d'impôts, et a refusé de les budgéter en dépit de la grosse dette croissante du gouvernement. C'est ce qui permet de proposer une réforme fiscale a faire tous ensemble.

Quelques idées sont sur la table : une taxe national sur les ventes, une taxe sur la consommation, ou un impôt unique et uniforme et bas sur le revenu, ou encore quelques combinaisons de tous. Mais le style de la flat tax de Forbes est le plus attractif. La raison est simple. Si vous croyez que les marchés ne sont pas les plus efficaces pour développer l'investissement et la richesse, le travail du gouvernement est de rester aussi loin de cette voie, le plus possible. Ce qui veut dire qu'il ne faut pas essayer de faire des " petites gestions " de l'économie avec des taxes incitatives pour telle ou telle activité, des taxes indolores pour d'autres formes d'affaires, et finalement faire des niches fiscales pour différents intérêts corporatistes. Cela en revient à faire une forme passive de politique industrielle, et c'est presque toujours inefficace. En ne retenant qu'un seul taux pour toutes les formes de revenus et de dépenses à la consommation, vous restaurez extraordinairement le marché.

Vous pouvez aussi rester populistes sur des thèmes qui viennent de la gauche et sans porter atteinte à l'économie. Comment ? A Washington, la totalité du lobby industriel, avec ses massifs et intenses versement de fonds dans le système politique pour obtenir un traitement de faveur, et totalement dépendant de la complexité du code fiscal. Il est impossible de lutter contre ce code. La puissance addition des intérêts particuliers crée une sureprésentation par rapport au moins palpable bien commun. C'est pourquoi, depuis les dernières grandes réformes fiscales importante en 1986, le code fiscal américain est

lentement devenu plus complexe et plus corrompu. Marcher en bas de K Street à Washington DC ou visitez un cabinet de consultants lobbyists dans la banlieue de Washington, et vous verrez la richesse congelée de toute la corruption. Le temps des dîners en ville dans la capitale est un bourdonnement des lobbyists qui montent des nouvelles et opaques exemptions fiscales pour les entreprises. Et comme ses exemptions sont de plus en plus nombreuses, ce sont les Américains de la classe moyenne qui héritent du fardeau.

Supprimer toutes ces exemptions en un seul geste et vous révolutionnez toute la politique et toute l'économie. Les politiques qui invitent chaque citoyen à remplir sa fiche de déclaration de revenu avec une simple calculatrice deviendront les plus populaires de l'histoire. Il faut un président avec un solide mandat et un Congrès docile pour achever ce genre de rupture, ce qui fit le succès de Ronald Reagan en 1986. C'est aujourd'hui une opportunité pour le président Bush.

Le principe politique est simple aussi : le gouvernement devrait, autant que possible, traiter tous les citoyens de façon égale. Les politiques parlent souvent d'égalité, mais vivent rarement dans ce principe. Un véritable égalitariste ne croit pas dans l'affirmative action parce qu'elle signifie que le gouvernement fait de la discrimination sur la base de la race. Un vrai croyant dans l'égalité s'oppose à l'exclusivité du mariage homosexuel parce que ça veut dire que le gouvernement fait de la discrimination sur la base de l'émotion et de l'orientation sexuelle. Et un libéral s'oppose à l'imposition punitive ou " progressive " parce que ça veut dire que le gouvernement fait de la discrimination sur la base du succès personnel. Si nous éliminons les différents taux d'imposition et que nous sommes tous taxés au même taux, ceux qui ont le plus de succès et travaillent dur paieront encore plus au Trésor Public que ceux qui n'ont pas de succès. Ils ne seront pas pénalisés par un plus haut taux d'imposition. Si vous souhaitez aider un pauvre, et nous le devons, nous avons besoin de concentrer les dépenses du gouvernement sur les programmes qui aident les pauvres. Nous devrions relever les standards de l'éducation dans les écoles d'Etat, fournir une aide d'Etat réelle qui conduise au travail, assure une bonne santé. Mais il est inutile de pénaliser le travail et le succès, ou de dénoncer l'inégalité sur la base de l'envie.

Toutefois, la flat tax contient encore une exemption de base. La plupart des systèmes de flat tax s'accordent à exonérer d'imposition les personnes qui gagnent moins, est-il dit, de 20 000 livres par an. Et cette exemption de base est plus supportée par ceux qui ont des revenus plus importants. Il y a un peu de progressivité dans le système, mais seulement pour s'assurer que les pauvres ne sont pas surtaxés et non pour accomplir une sorte d'idéal socialiste par la redistribution de revenus. L'argent économisé sur la bureaucratie et les échappatoires obscures peut donner un seul taux d'imposition suffisamment attractif pour la majorité.

Aujourd'hui, après 7 ans de dérive, les Tories sont soudainement décidés à prendre parti pour une basse taxe. Mais ils ont encore peur de l'affirmer alors que les taxes augmentent furtivement. George W. Bush en grand politique qu'il est, par raison, et en dépit de nombreux échecs, est toujours aux commandes de la politique américaine, et il comprend cela comme un appel au courage et à la simplicité : réduire les impôts et s'y tenir, écraser le terrorisme sans négocier avec lui. Ce sont des messages que les gens peuvent comprendre. Et ils les font adhérer à la base de l'idée conservatrice : des impôts bas et une ferme politique étrangères. Et ça marche !

Il est certain que les Tories ne s'ennuient pas avec Bush : son moralisme affirmé, ses parallèles entre la politique et la religion, son conservatisme social. Mais il peut leur donner quelques leçons de base. Parmi les plus importantes c'est celle de donner une raison aux gens pour qu'ils votent Tory. Les gens ne voteront pas Tory ou Labour parce qu'ils veulent un plus gros secteur public ou des impôts plus élevés. Aussi, il faut leur donner ce qu'ils attendent de vous : des impôts plus bas. Mais il faut le faire dans une nouvelle voie, simple et populaire. Promettre la simplification du code fiscal, virer les bureaucrates du Trésor Public et en finir avec l'Etat providence fromager qui étrangle l'économie est très bon.

La fortune sourit aux braves, comme Machiavel l'avait compris. Les Tories ont été trop longtemps prudents. Rien que par la politique fiscale, George W. Bush vient de poser les jalons pour un retour du gouvernement conservateur.

Quellenangabe : [www.action-liberale.org](http://www.action-liberale.org)

## Flat Tax Now! In the U.S. and the U.K.

The election was supposed to be about the war. Then it was supposed to be about "moral values." Debates about George W. Bush's close but decisive win will no doubt consume the psephologists and political junkies for quite a while. But the post-election has turned on something that barely registered in the campaign. Yes, the president had referred to it in broad terms. But it had never really featured in any of the debates, had been largely absent from the president's stump speech, and was barely debated in the press or the blogosphere. The great missing issue? Tax reform. Or rather, a hugely ambitious attempt to transform the American tax system into a flat tax paradise. Of all the ideas being batted around in Washington, it remains the smartest of the president's second term objectives. And if they care about winning the next British election, the Tories will watch very closely. And, even better, follow suit.

The idea has been around for a while. Back in 1996, Steve Forbes proposed eliminating almost all income tax deductions and moving to a single, flat rate of tax for everyone. It was strong enough a platform to catapult him to temporary front-runner status in that year's uninspiring collection of Republicans. George W. Bush never emphasized it in his first term. With education reform, a new prescription drug entitlement, and the all-consuming war on terror, he had enough on his plate. But before the election, he had signalled to his core supporters that it was going to be a key item after his re-election. According to reporter Ron Suskind, Bush told his biggest fundraisers at the White House in September: "I'm going to come out strong after my swearing in," Bush said, "with fundamental tax reform, tort reform, privatizing of Social Security." In his first press conference after the election, he said the same, with the emphasis on fundamental tax reform.

Politically, the reasons for Bush's move are obvious. The Republican coalition, however victorious November 2, is by no means without strain. The cultural issues have split libertarians from social conservatives. The war has split neocons from realists. The spending binge has upset fiscal conservatives. Immigration reform is already causing some headaches with Bush's nativist base. But tax? That's what brings Republicans together, as it is what brings Tories together. Bush has already cut taxes, and refused to budge on them, despite massive and increasing government debt. What's left is reform of the tax code altogether.

Several ideas are on the table: a national sales tax, a consumption tax, or a flat income tax, or some combination of them all. But the Forbes-style flat tax on incomes is the most attractive. The reason is simple. If you believe that markets are the most effective way to apportion wealth and investment, the job of government is to stay as far out of the way as possible. That means not trying to micro-manage the economy with tax incentives for this activity, tax write-offs for another form of business, and endless tax shelters for various corporate interests. This amounts to a passive form of industrial policy - and it almost always increases inefficiency. By setting a single rate for all forms of income and consumption, you remove any extraneous intervention in the way the market operates.

You can also steal populist themes from the left without damaging the economy. How? In Washington, the entire lobbying industry, with its massive incentives to pour money into the political system in order to buy favorable treatment, is entirely dependent on a complicated tax code. It's all but impossible to fight this system one loophole at a time. The powerful sum of individual interests greatly outweighs the broader but less palpable common good. That's why, since the last major tax reform of 1986, the U.S. tax code has slowly become ever-more complex and ever-more corrupt. Walk down K Street in D.C. or visit a major law and lobbying firm in downtown Washington, and you will see the congealed wealth of all this corruption. Lunchtime in the capital city is a buzz of various lobbyists securing new and intricate corporate exemptions in this part of the tax or regulatory code or another. And as these exemptions mount, general tax revenues dry up and more and more middle class Americans get left with the burden.

Get rid of all those exemptions in one swoop and you revolutionize both politics and economics. The politician who allows every citizen to fill out her tax form on a postcard with a simple calculator will become one of the most popular in history. It takes a president with a real mandate and a pliable Congress to achieve this kind of breakthrough, which is why the last success was Ronald Reagan's in 1986. And that is Bush's opportunity right now.

The political principle is equally simple: government should, as far as possible, treat all its citizens equally. Politicians often talk about equality, but they seldom live up to its core meaning. A true egalitarian doesn't believe in affirmative action, because it means the government discriminates on the basis of race. A real believer in equality opposes heterosexual-exclusive civil marriage, because it means the government discriminates on the basis of emotional/sexual orientation. And such a liberal also opposes punitive or

"progressive" taxation, because it means the government discriminates on the basis of personal success. If we get rid of different rates of taxation, and we're all taxed at the same proportionate rate, the successful and hard-working still pay far more into the public coffers than the unsuccessful. They're just not penalized even further by a higher rate. If you want to help the poor, and we should, then we need to focus government spending on programs that help the under-privileged. We should boost educational standards in state schools; provide effective welfare that leads to work; ensure good healthcare, and so on. But there's no need to penalize hard work and success. Or to defend inequality, on the basis of envy.

Besides, a flat tax still has a basic exemption. Most flat tax schemes allow people who earn below a certain level - say 20,000 pounds - to pay no income tax at all. And that basic exemption carries on for those higher up the income scale. So some progressivity is built into the system, but only as a way to ensure that the poor are not over-taxed, rather than to ensure some socialistic ideal of income redistribution. And the money saved in bureaucracy and closed tax loopholes can make the single rate of tax low enough to be attractive to a majority.

Right now, after seven years of drift, the Tories are suddenly deciding to become a low tax party again. But by emphasizing the stealth tax increases of bracket creep, they are still being far too cautious. George W. Bush's great political skill - the reason, despite so much failure, he is still in command of American politics - is that he understands the appeal of the bold and the simple. Cut taxes by a large amount and stick to it. Crush terrorism, don't negotiate with it. These are messages that people understand. And they appeal to the core of conservative brand: low taxes, and a tough foreign policy. It works.

There is much that the Tories should not borrow from Bush: his crude moralism, his fusion of religion and politics, his social illiberalism. But there are some basic lessons that he could teach them. Among the most important is that people need to have a reason to vote Tory. No one will ever vote Tory rather than Labour because they want a bigger public sector or higher taxes. So offer them what they expect from you: lower taxes. But offer it in a new, simple and populist way. Promise to simplify the tax code in one swoop, sack most of the bureaucrats at the Internal Revenue Service, and end the corporate welfare that helps strangle a free economy.

Fortune favours the brave, as Machiavelli understood. The Tories have been cautious for far too long. And in tax policy alone, George W. Bush may well be signaling the way back to conservative government.

Quellenangabe  
November 14, 2004, Sunday Times.  
copyright © 2000, 2005 Andrew Sullivan